SGB | USS
www.sgb.ch | www.uss.ch
Schweizerischer Gewerkschaftsbund
Union syndicale suisse
Unione sindacale svizzera

CONFERENCE DE PRESSE DU 20 AVRIL 2021

Pierre-Yves Maillard, président de l'USS

Après la lutte contre la pandémie, il faut une cure de sécurité sociale

La lutte contre la pandémie en Suisse a moins sévèrement limité les libertés civiles et économiques que dans les grands pays voisins. Malgré cela, les dégâts sont impressionnants, comme le montrent les chiffres que présentera Daniel Lampart. Du point de vue des salariés, les inégalités se sont creusées brutalement et les pertes de pouvoir d'achat, c'est-à-dire le pouvoir de vivre normalement, sont énormes. Il suffit de réaliser qu'aujourd'hui plus de 550 000 salariés dépendent de l'assurance-chômage dans notre pays, soit 450 000 de plus qu'en début 2020. Ils se répartissent entre 400 000 personnes au chômage partiel et 50 000 chômeurs de plus. Ce demi-million de salariés vivent et doivent faire vivre leur famille avec au moins 20% de perte de revenu depuis des mois.

Il faut ajouter à cette population celle des indépendants qui vit avec le revenu plafonné de la nouvelle assurance perte de gains créée pour assurer un revenu aux personnes dont le travail a été interdit du jour au lendemain et pour des mois. Pour des centaines de milliers de personnes supplémentaires, cette pandémie a provoqué un appauvrissement brutal et une destruction des perspectives économiques.

Quant aux jeunes, ils ont perdu les petits jobs d'appoint, indispensables à leur équilibre financier, ainsi que de nombreuses chances de trouver un stage ou un premier emploi.

Et enfin, dans plusieurs secteurs, l'activité s'est redéployée en direction de places de travail précaires. Augmentation du travail temporaire ou rémunération à la tâche de faux indépendants : ces tendances sont inquiétantes et entament pour les concernés durablement la possibilité de se construire un avenir.

Si des manifestations de colère et de désespoir apparaissent, y compris dans notre Suisse jusque-là si tranquille, c'est sur le fond de cette crise sociale. Les personnes qui ont traversé cette crise sans perte de revenu ou sans crainte de perte de leur emploi ont parfois de la peine à comprendre cette colère qui monte et la violence du sentiment d'injustice qui touche une partie importante et déjà précarisée de la population. Face à une maladie dont personne n'est responsable, le coût de la lutte sanitaire a été injustement réparti. Comme syndicats, nous avons tout fait pour que la Confédération et les Cantons s'efforcent de répartir le coût de cette lutte équitablement, sur l'entier de la collectivité, en assumant le coût du remplacement des salaires et en protégeant au maximum

l'emploi. Nos efforts ont limité la casse, mais n'ont pas empêché l'émergence de ce sentiment d'injustice légitime.

A l'échelle du monde, la situation est naturellement bien plus alarmante. Lors d'une récente rencontre organisée par le président de la Confédération, le directeur général de l'OIT, Guy Rider, nous a appris le chiffre astronomique de 255 millions d'emplois supprimés dans le monde depuis le début de la pandémie. Les conséquences économiques, sociales et également sanitaires de ce massacre de l'emploi dans le monde sont encore incalculables.

Ajoutons à ce sombre tableau les montagnes de dette accumulées qui risquent d'entraîner de nouvelles politiques d'austérité et donc d'affaiblir encore les systèmes de santé, alors qu'au contraire la pandémie nous a montré à quel point leur renforcement est décisif pour se préparer aux risques futurs et au défi démographique.

Le monde d'après la pandémie n'est pas de lui-même plus équitable ni plus agréable à vivre. Ceux qui se faisaient des illusions à ce sujet doivent ouvrir les yeux. Le monde de la fin de la pandémie est plus injuste et plus dangereux, particulièrement pour les personnes à faible revenu, les femmes, les jeunes. Et l'austérité budgétaire qui risque de suivre fait peser une lourde menace sur les services publics de santé et d'éducation notamment, alors que leur importance est apparue plus existentielle que jamais.

Ce qui fera la différence, c'est que les Etats comprennent, partout, et aussi en Suisse, que leur rôle ne s'arrêtera pas au moment où la pandémie entamera une vraie décrue. Car nous faisons face au risque d'un double décrochage, dû d'une part à l'incompréhension vis-à-vis de mesures restrictives perçues comme injustes, et d'autre part à de réels décrochages sociaux risquant d'avoir des effets durables. Comme après la Seconde guerre mondiale, il est temps d'ouvrir une nouvelle ère de sécurité sociale et de partage des fruits de la croissance pour recréer la confiance.

La nouvelle administration Biden aux USA a compris cette nécessité. Celle d'orchestrer le redémarrage, de s'assurer qu'il profite à tous, et de combler certaines des lacunes de protection sociale mises en lumières par la crise.

En Europe et en Suisse aussi, il faut investir dans les infrastructures d'avenir en maintenant et renforçant les dépenses publiques, il faut revenir à une dynamique de progression des salaires, et il faut renforcer la sécurité sociale et le service public. Il ne doit pas être question de démanteler ce qui a été mis en place pendant la crise, mais bien au contraire, il faut le développer et apporter sécurité et perspectives à toutes celles et ceux qui ont été violemment touchés par le choc que nous vivons.

Dans les mois qui viennent, nous demandons à la Confédération, aux cantons et aux organisations patronales de s'engager dans quatre orientations de façon rapide et concrète :

- De faire en sorte que tous les jeunes du pays aient à la rentrée 2021 une formation, une formation professionnelle ou un premier emploi. C'est le retour de solidarité que nous devons à cette génération qui a accepté de lourds sacrifices pendant cette crise et dont nous aurons besoin de toutes les forces et qualifications pour affronter les défis démographiques et environnementaux.
- De maintenir les aides Covid un certain temps après la réouverture et progressivement de les reconvertir en instrument de relance des secteurs fermés pendant la crise.

- De renforcer les réseaux et effectifs dédiés à la première ligne de soins, en rétablissant des logiques de subvention directe en complément des systèmes de financement à l'activité en vigueur et afin de permettre le maintien de réserves de capacités dès l'automne et l'hiver prochain. L'amélioration des salaires et des conditions de travail, pour rendre ces emplois attractifs, fait partie de ce besoin de renforcement.
- D'étendre et renforcer le partenariat social et la régulation des conditions de travail par des conventions collectives, y compris en en mettant en place là où elles n'existent pas. Le partenariat social est une des forces de la Suisse, nous en avons besoin plus que jamais. Il doit nous permettre d'améliorer les salaires, d'assurer que les places de travail créées répondent aux standards de notre pays au lieu de créer une nouvelle précarité, et de rattraper les pertes de pouvoir d'achat subies par une importante partie du monde du travail.

Vania Alleva, Daniel Münger et Daniel Lampart vont compléter et illustrer mes propos dans les interventions suivantes.